

Publié par 24 heures (<http://www.24heures.ch>)

[Accueil](#) > [Actu](#) > [Suisse](#) > [Contenu](#)

INTÉGRATION | Ricardo Lumengo, premier Noir sous la Coupole fédérale, va être jugé pour fraude électorale. L'affaire pourrait torpiller la carrière politique de ce conseiller national biennois à la trajectoire sans nuances, passé de héros à «mouton noir». Pas facile d'être un symbole national.



© FLORIAN CELLA | Ricardo Lumengo au Palais fédéral.

Patrick Chuard, Berne | 20.03.2010 | 00:04

«J'aimerais qu'on oublie la couleur de ma peau, qu'on cesse de me considérer uniquement comme un symbole mais simplement comme un homme politique. Je rêve d'être un parlementaire comme les autres», confie Ricardo Lumengo. Le conseiller national biennois (48 ans) passe à confesse dans le couloir de ce parlement où il vient de siéger trois semaines. Bien visible au milieu des rangs socialistes, sa couleur ébène le rendant reconnaissable au premier coup d'œil pour les visiteurs.

Cette couleur-là en avait fait un héros en 2008. Lui, l'ancien requérant d'asile angolais, devenait le premier parlementaire noir de l'histoire suisse. Les médias en parlèrent jusqu'au Japon et aux Etats-Unis. Un parcours de météore, l'élection survenant quatre ans seulement après ses premiers pas politiques au Conseil communal de Bienne (BE). Ricardo Lumengo incarnait la Suisse multiculturelle, la revanche des migrants, ceux qui s'étaient sentis blessés et exclus par l'affiche au «mouton noir» de l'UDC, que le Biennois avait dénoncée avec force en son temps.

Déferlement de haine

Février 2009, la chute. Ricardo Lumengo est suspecté de fraude électorale: il a rempli lui-même 44 bulletins de vote à son nom pour son élection au Grand Conseil bernois, en 2006. Ce qu'il reconnaît assez vite. On le soupçonnait aussi d'avoir falsifié des bulletins de vote pour l'élection au National, en 2008, mais, pour ces bulletins-là, il

bénéficie d'un non-lieu. Le mot «tricherie» s'étale partout. «Cela a été dur, très dur à vivre, car, dans cette affaire je n'ai trompé personne et je n'ai pas eu l'intention de frauder. Je n'avais pas encore pris la parole que dans tout le pays on m'accusait d'avoir triché», raconte celui qui, désormais, s'en remet à la justice. Il ne démissionnera du parlement que si la justice le reconnaît coupable de fraude.

Tout parlementaire dans la même situation eût subi pareil effet d'écho. Mais la couleur de peau de Ricardo Lumengo lui réserve une potion amère. Il reçoit un torrent de lettres, d'e-mails et de coups de fil racistes. Presque tous anonymes. A partir de la centaine, il arrête de les compter et de les lire. «On me traite de sale nègre, on me dit d'aller ramasser les bananes en Afrique, que ma tête dérange au Conseil national et qu'il est temps de partir.» Autrement dit, il incarne pour certains le vrai «mouton noir» à expulser. Le Parti de la Liberté lui demande même de rendre son passeport. En apparence, Ricardo Lumengo ne vacille pas. Il a l'habitude de payer cash son «fort taux de mélanine dans le sang» face aux racistes, lui qui s'est fait agresser par un skinhead à la gare de Bienne il y a trois ans. Mais «une insulte blesse toujours.»

«J'ai été naïf»

La couleur de sa peau lui aura valu la gloire. Elle a aussi provoqué sa «faute». Ricardo Lumengo explique: «Beaucoup de gens de ma communauté et d'autres communautés de migrants voulaient me soutenir et voter pour moi. Beaucoup n'avaient jamais voté et ils ne savaient pas comment faire. Certains voulaient même glisser le prospectus de vote dans l'enveloppe. Alors je les ai aidés.» Son téléphone vibre sans arrêt pendant qu'il parle: son travail de conseiller juridique chez Multimondo (centre d'intégration pour la population indigène et allogène) lui vaut des dizaines d'appels. «J'écoute les gens, je les aide à résoudre leurs problèmes, je leur donne des conseils, dit-il. Je remplis souvent des formulaires. J'ai l'habitude d'écrire à leur place. Je sais que je n'aurais pas dû, pour les bulletins de vote, j'ai été naïf. Mais je vous garantis que je n'ai incité personne à voter pour moi. Du reste, sur ces bulletins vierges, j'ai aussi reporté d'autres noms qu'on me dictait.»

Le Parti socialiste a peu soutenu son élu, du moins officiellement. Après l'annonce de l'instruction pénale le mois dernier, le président Christian Levrat s'est gardé de toute déclaration, sauf à indiquer la position officielle du parti («Nous condamnons toute falsification») et à rappeler la présomption d'innocence.

Camarades à la rescousse

C'est que l'affaire tombe on ne peut plus mal, avant les élections cantonales bernoises qui se jouent dimanche prochain. Voisin de travée de Lumengo, le Genevois Jean-Charles Rielle parle d'une «retenue compréhensible avant une échéance électorale. La priorité pour le parti est de satisfaire les électeurs et électrices. Ce serait catastrophique de tous aller au front pour le défendre maintenant.»

Saint-bernard déboulant au secours de son camarade en difficulté, Jean-Charles Rielle sort toute la lyre: «Après avoir travaillé deux ans avec Ricardo Lumengo, j'ai la conviction qu'il est sincère et j'ai une totale confiance en lui.» Mais encore? «Bien sûr qu'il a commis une captation de voix avec ces bulletins, mais il n'en a volé aucune. Il faut se représenter cette communauté de migrants, enthousiaste et soudée comme une famille.» Autre soutien inconditionnel, le Vaudois Eric Voruz: «Il a eu une grande naïveté, mais pas de malhonnêteté, j'en suis sûr.»

Il attend «avec sérénité»

Ricardo Lumengo ne démissionnera pas avant son jugement (en principe avant cet été). Non seulement il estime ne pas avoir triché, mais sa légitimité d'élu l'incite à

rester en place. Il affirme «attendre le verdict avec sérénité», même si l'affaire est loin d'être gagnée. «J'ai l'habitude de me battre», dit-il.

Requérant d'asile à Fribourg dès les années 1980, Ricardo Lumengo a travaillé pendant dix ans pour financer ses études. «Mes ennemis me reprochent d'avoir profité de la Suisse, mais c'est archifaux. J'ai travaillé toutes les nuits chez Micarna (fabrique de viande), j'ai fait la plonge dans des restaurants pendant des années pour décrocher mon diplôme de juriste.»

Lui qui parle couramment neuf langues, y compris des dialectes africains, a conscience «de représenter l'espoir pour beaucoup de migrants, de leur montrer qu'on peut y arriver, que tout est possible quand on veut vraiment.» On revient au devoir d'exemplarité du symbole vivant. Et, avec ça, vous voudriez être un parlementaire ordinaire?

Suisse

Source URL (Extrait le 21.03.2010 - 22:53): <http://www.24heures.ch/actu/suisse/reve-parlementaire-ordinaire-2010-03-19>